

TROIS ANS APRÈS LA RÉVOLUTION DU PRINTEMPS ARABE

L'ESPOIR RENAÎT EN TUNISIE



La nouvelle Constitution a été adoptée le 26 janvier à Tunis, instaurant, entre autres, la parité femmes-hommes.

REPÈRES

14 janvier 2011. Chassé par une révolte populaire, Ben Ali fuit la Tunisie après 23 ans de règne.

23 octobre 2011. Premières élections libres de l'histoire, remportées par les islamistes d'Ennahda.

6 février 2013. L'opposant Chokri Belaïd est assassiné. S'en suit une crise politique qui mène à la démission du gouvernement.

25 juillet 2013. Une nouvelle crise éclate après le meurtre d'une autre figure de l'opposition, Mohamed Brahmi.

9 janvier 2014. Le Premier ministre, Ali Larayedh, démissionne, actant le départ du pouvoir des islamistes d'Ennahda. Il est remplacé par Mehdi Jomaâ.

26 janvier 2014. La nouvelle Constitution est adoptée et Jomaâ nomme son gouvernement.

Trois ans après avoir fait sa révolution et lancé le Printemps arabe, la Tunisie est le premier pays à se relever. Mais le chemin est encore long.

De tous les pays concernés, il est le seul à avoir réussi sa transition. Début 2011, la révolution de Jasmijn s'emparait de la Tunisie, se propageant rapidement à ses voisins. Si le président Ben Ali a été chassé du pouvoir, il aura fallu du temps pour que le pays retrouve une stabilité politique et sociale. Trois ans plus tard, alors que les autres pays sont toujours englués dans la crise, la Tunisie a franchi des étapes clés vers la démocratie. Demain, de nombreux chefs d'Etat, dont le président français François Hollande, seront d'ailleurs à Tunis pour célébrer

cette évolution favorable et cette volonté d'ouverture.

Une Constitution qui donne espoir
Jusqu'ici, les soubresauts ont été nombreux, avec notamment de nombreux assassinats de figures de l'opposition, notamment celui de Chokri Belaïd, le 6 février 2013, dont l'assassin présumé a été tué mardi. Le 26 janvier dernier, l'adoption d'une nouvelle Constitution a mis le pays sur de bons rails. Car ce texte, qui instaure la parité entre hommes et femmes au niveau électoral, la création d'une Cour constitution-

nelle ou encore la liberté de conscience (une première dans le monde arabe), fait office de garde-fous. Il montre également que les différents courants qui composent la Tunisie ont su apprendre de leurs erreurs. «La société tunisienne est mûre, éduquée et homogène, explique Antoine Basbous, auteur du *Tsunami arabe* (Fayard) et fondateur de l'Observatoire des pays arabes. Les islamistes d'Ennahda ont par exemple su faire preuve de souplesse dans les négociations et ne se sont pas rangés du côté des plus radicaux.» Tirant les leçons de l'échec des Frères musulmans en Egypte, ils ont quitté le pouvoir de leur propre fait pour laisser place à un gouvernement d'experts, formé par le Premier ministre, Mehdi Jomaâ, nouveau venu sur la scène politique. Sa première mission : conduire la Tunisie vers des élections cette année, et la sortir de l'ornière.

Un pays encore en crise

Les indépendants qui forment le gouvernement auront pour principal objectif de redresser l'économie. La Banque centrale a exprimé récemment son «optimisme» suite au déblocage d'un prêt de 506 millions de dollars par le FMI après l'adoption de la Constitution. Pour autant, les prévisions de croissance tablent sur une hausse de 3 % en 2014, insuffisante pour réduire réellement le chômage, qui s'élève à 15,7 %. La véritable relance viendrait d'une reprise du tourisme. Mais pour y arriver, les autorités doivent régler les problèmes de sécurité. Et ne pas retomber dans la crise au prochain meurtre. «Les assassinats politiques arriveront toujours, estime Antoine Basbous, au Maghreb comme en Europe ou aux Etats-Unis. Mais l'important c'est de savoir comment les autorités réagissent.» La réaction tunisienne semble être la bonne. •

Et ailleurs



© B. KILIC/AFP

En Syrie

La révolte populaire syrienne s'est transformée en une guerre civile entre le régime de Bachar al-Assad et l'opposition. Ce conflit, qui dure depuis près de trois ans, mobilise toute la communauté internationale.



© M. TURKIA/AFP

En Libye

Instabilité, affrontements entre groupes armés, enlèvements... Depuis la chute de Mouammar Khadafi, en octobre 2011, les autorités de transition sont incapables de rétablir la sécurité.



© H. AMMAR/AP/SIPA

En Egypte

L'Egypte ne sort pas de la crise. Les Frères musulmans, qui ont succédé à Mubarak aux premières élections libres du pays, en 2012, ont été déçus par l'armée. De nouvelles élections, en 2014, entretiennent l'espoir.